



n°55

mars – mai 2012

INFO-RÉSEAU

Comité National
de Liaison des
Régies de Quartier



Journal d'information
du Comité National de Liaison
Régies de Quartier

ÉDITORIAL

L'accès à l'emploi des jeunes : une mobilisation de tous



BEAUCOUP de jeunes, peu ou pas qualifiés, habitants des territoires des Régies de Quartier, sont très éloignés des conditions requises pour entrer dans un parcours professionnel, et, plus encore, pour exercer un travail. Confrontés directement à leurs demandes, des responsables de Régies ont mis en place des actions qui leur permettent de surmonter leurs difficultés, leurs inhibitions. Quelle que soit la nature de ces dispositifs, leur objectif est que ces jeunes puissent expérimenter leur capacité de progresser, leur « capacité de faire ». Acquérir la confiance en soi, est bien la première marche à gravir pour s'intégrer dans la société.

Ces actions, proposées par les Régies, qu'elles favorisent l'engagement citoyen des jeunes ou leur accès à un emploi, sont innovantes car adaptées au plus près de leurs besoins et accessibles dans la proximité.

Leur réussite dépend d'une implication active de la part des partenaires locaux, publics, institutionnels et politiques. Pour démultiplier ces expériences à une large échelle, la mobilisation de tous les acteurs en charge de l'avenir des jeunes est nécessaire. Ne sont-ils pas convaincus que ce défi peut être relevé?

Clotilde Bréaud, Présidente du CNLRQ

Sommaire

2-3 *En direct des Régies*

- ◆ À Paris et Grande-Synthe
- ◆ Portrait d'acteur

4-7 **Le Dossier**

Innover pour l'emploi des jeunes.

La capacité d'innovation des Régies est un précieux atout lorsqu'il s'agit de mobiliser les jeunes vers la formation et l'emploi. Reportage à Graulhet, dans le Tarn, et à Asnières, dans les Hauts-de-Seine, où le théâtre fait des miracles... Entretien avec Alain Sève, directeur de la Régie de Quartier de Mâcon et Délégué de la région Bourgogne au CNLRQ.

8-11 *En direct du Réseau*

- ◆ Développement
- ◆ Formation
- ◆ Économie solidaire
- ◆ Développement durable
- ◆ Communication
- ◆ Santé

12 *Interview*

Entretien avec Jean-Patrick Gille, Président de l'Union nationale des missions locales (UNML).



Régie de Quartier Fécamp 12 (75)

Le vélo cargo repasse dans le 12^e



Une repasserie avec option enlèvement et livraison du linge à domicile ? Ce service générateur de lien social n'existait pas dans le 12^e arrondissement de Paris. Pour vérifier sa faisabilité financière, le directeur de la Régie, Lahcen Boukhénaïssi, demande alors une étude à une stagiaire de l'Essec. Aude, étudiante de cette grande école de commerce, glisse trois questions simples dans les boîtes aux lettres des locataires des habitats sociaux du 12^e arrondissement de Paris. Leurs retours s'avérant positifs, Paris Habitat permet à la Régie d'installer la repasserie dans des locaux à moindre coût.

C'est aujourd'hui un endroit pétillant, repeint de couleurs acidulées, où règnent Paula, Marie-Françoise et leurs

Le vélo cargo (à gauche) et Paula, Lahcen et Marie-Françoise, dans la repasserie.

tables de repassage professionnelles. Paula travaillait auparavant pour une chaîne de pressing. Marie-Françoise, en contrat d'insertion depuis un an, a gardé de son passé de capitaine de l'équipe nationale de football féminin à Haïti un solide esprit d'équipe. Les gens passent, déposent le linge et papotent, pendant que chacune d'elles repasse 10 à 12 kg de linge par jour. Pour répondre à la demande et renforcer l'assise financière de ce lieu de quartier, la repasserie se lance également dans le lavage.

Les tarifs proposés pour le repassage comprennent l'emballage et la livraison, et c'est là qu'entrent en scène Syriaque, 26 ans, et son vélo cargo qu'il enfourche 25 heures par semaine pour sillonner la « Vallée de Fécamp ». Ce vélo solide l'abrite de la pluie, l'assiste électriquement dans les moments difficiles, peut contenir des chemises sur cintres... et a nécessité pour son acquisition le concours des fondations JM Bruneau, Macif et Veolia. Entre deux livraisons, une table à repasser d'appoint accueille Syriaque, qui fait chauffer le fer sur les tee-shirts et les draps. La Régie, elle, a déjà la tête dans un nouveau projet : un jardin solidaire de bas d'immeuble. À suivre... ■

→ Pour plus d'informations : repasserie.12@orange.fr

Régie de Quartier de Grande-Synthe (59)

Auto-réhabilitation avec la Régie de Grande-Synthe

Amener les habitants à se réapproprier leurs logements grâce à une réhabilitation personnalisée et participative, en faisant « avec eux », et non pas « à leur place » : tel est l'objectif de ce projet soutenu par la Régie de Quartier de Grande-Synthe depuis trois ans, dans le cadre de l'accompagnement de personnes relogées par l'ANRU.

Les travailleurs sociaux identifient des foyers pour qui une réhabilitation de leur logement apparaît comme une



Toute la famille au travail, et l'équipe encadrante de la Régie, sur un chantier en cours et un chantier fini.

PORTRAIT D'ACTEUR

Président de la Régie de Quartier Service 13,
Marseille (13)

Sébastien Tomasi,



Des décennies de lutte !

« Ça, discuter avec les gens des cités, écouter leurs idées, réfléchir, puis aller chercher des subventions pour développer de nouveaux projets à leur service... ce ne sont pas les grandes entreprises qui vont le faire ! » Foi de syndicaliste... Sébastien Tomasi habite depuis 45 ans au Frais-Vallon, la plus grande cité de Marseille, avec 6 000 habitants, et affiche encore davantage d'années de lutte. Né à Castellarre-di-Casinca en 1928, ce Corse a toujours travaillé dans le bâtiment, s'est formé à l'école du soir, est devenu chef de chantier mais aussi

délégué du personnel, et même adjoint à la mairie de secteur en charge du logement, de 1983 à 1989.

Son engagement dans le quartier ne date pas d'hier : les locataires ne faisant pas assez le ménage dans les grandes coursives, il a fallu s'organiser. « Nous avons été chercher une entreprise de nettoyage... et nous l'avons mise dehors parce qu'elle ne faisait pas bien le travail. » La direction des HLM propose alors de confier le marché aux habitants, qui créent pour cela une association, dont Sébastien Tomasi devient président. Cette association participe à la création du CNLRQ en 1988, et Sébastien Tomasi intègre le conseil d'administration où il siège encore aujourd'hui.

Avec 120 salariés, Régie Service 13 est aujourd'hui une des plus grandes Régies de Quartier. « On a eu des hauts et des bas, mais on a toujours fonctionné. On fait des fêtes, de la lutte contre l'illettrisme, de l'insertion, on prend des jeunes en apprentissage, on a des médiateurs qui tournent jusqu'à 22 h, discutent avec les jeunes, évitent qu'il y ait trop de bruit, etc. » Puis, toujours plus porté sur l'avenir que sur le passé, Sébastien Tomasi raconte comment la Régie va installer et gérer des jeux pour les enfants, en partenariat avec les associations de la cité et la direction des HLM. « Ce qui m'intéresse, ce sont les projets ! On a une bonne Régie de Quartier, un bon directeur, de bons chefs d'équipes et la récompense, c'est que les gens des cités sont contents de nous ! »

tâche insurmontable. Les intervenants de la Régie évaluent alors avec le référent familial l'étendue des travaux, les matériaux à acheter et la participation que peut offrir la famille. Celle-ci peut décoller les papiers peints, lessiver les murs, voire s'initier avec l'encadrant de la Régie à des travaux demandant plus d'expérience. La dotation de la Régie est faite par le CCAS et/ou le bailleur social, voire par la famille. La Régie est Tuteur. La main d'œuvre est payée par le financement.

La CAF a eu vent de cette action et a sollicité la Régie. Avec son opération « Mon logement, quel tracas », elle s'occupait juste de ré-équiper des logements avec Emmaüs pour les meubles, et le réseau Envie pour l'électroménager. Elle a décidé d'associer la Régie pour des travaux de réhabilitation, d'abord sur Grande-Synthe, puis sur toute la communauté dunkerquoise. Un encadrant technique et deux emplois CIE (Contrat Initiative Emploi) s'occu-

pent désormais de six familles par an pour un volume de 200 heures par famille, sur deux ans. L'action de la CAF est ainsi devenue participative : « Nous ne sommes pas une entreprise, explique Philippe Muszynski, directeur de la Régie : nous voulons que les habitants soient présents. S'ils ne sont pas là, on s'en va ; ça fait partie du cahier des charges qu'ils ont signé avec nous. Ce cahier les suivra tout au long du chantier et leur permettra de savoir ce qui a été mobilisé comme temps et quantité de matériaux. Et si certains ne peuvent pas faire, on fait pour eux, bien sûr, mais ils sont à nos côtés. »

Cette action constitue un réel enjeu pour accompagner un peu plus loin les familles dans leur parcours de vie et lutter contre le « mal logement », une thématique au cœur de l'actualité. ■

→ Pour plus d'informations : voir sur Internet dans les archives de tele-astv/mon-logement-quel-tracas

Comment innover pour l'emploi des jeunes ?

Après un dossier sur l'engagement citoyen des jeunes, *Info-Réseau* se penche sur la manière dont les Régies innovent pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi. Reportages à Asnières dans les Hauts-de-Seine, et à Graulhet, dans le Tarn.

L'expression comme solution

À Asnières comme ailleurs, il est souvent difficile de faire adhérer les jeunes salariés de la Régie à un projet de formation. Ils ont arrêté leur parcours scolaire et n'en gardent généralement pas un bon souvenir. Pour y remédier, la Régie du quartier des Courtilles a introduit dans ses 40 contrats d'insertion une formation initiale de sept heures de cours avec Laurent Colomb, acteur, metteur en scène, praticien et théoricien de la voix. « Depuis un an et demi, indique Bruno Martin, directeur de la Régie, je vois énormément de différences chez les salariés. Nous constatons qu'ils ont une attitude quotidienne plus positive, mais surtout qu'ils accrochent beaucoup mieux aux autres formations que nous leur proposons. Alors qu'un certain nombre d'entre eux avaient du mal ne serait-ce qu'à rester assis autour d'une table. »

« C'est un public très diversifié, raconte Laurent Colomb, qui est aussi formateur à l'IUT de Meaux et à l'Université Paris 8, avec des lacunes, des maladresses, des résistances à l'expression linguistique et à l'expression en général, parce qu'ils sont très inhibés. Ce qui m'intéresse, c'est de leur faire prendre conscience des formules qu'ils répètent sans cesse, mais aussi des problèmes d'articulation, d'expression, de présence à son corps ou à la vie, ou encore d'habitudes culturelles comme de ne pas regarder dans les yeux, ou de bouger énormément, etc. » Le formateur se place en miroir, reproduit ces gestes, ces mots, cette communication orale et corporelle, pour mettre l'accent et travailler sur le regard, la qualité de la voix, le niveau de vocabulaire, la préparation du discours, et sur le stress. Lors des cours, les salariés réapprennent à respirer, à pousser la voix, à l'utiliser comme outil de contact. Toujours dans l'optique de désacraliser la prise de parole, quand ils doivent se confronter à une hiérarchie, ou à des gens qui parlent mieux français qu'eux. « Laurent



nous a par exemple expliqué qu'on a l'habitude de parler en disant toujours "Voilà, quoi !", se rappelle Dorgeles, 23 ans, ancien salarié de la Régie qui a trouvé du travail dans l'entretien d'espaces verts. Ça nous catalogue comme venant de bas quartiers, et ça peut aggraver des gens. Ces cours nous ont permis de faire des progrès, de faire attention à la façon de nous exprimer. Je m'efforce de continuer à en tenir compte, à articuler. Surtout quand je passe un entretien, ou quand j'ai une discussion sérieuse. »

Cet apprentissage se fait notamment dans le cadre de mises en situations. Une queue à la Poste : le premier s'absente pour faire une photocopie, le second prend sa place quand le guichet se libère, puis le premier revient, ce qui crée une relation conflictuelle... Un 3^e arrive et tente de calmer le jeu... « Être dans l'interactif, ça les accroche, explique Coline Derrey-Favre, directrice adjointe de la Régie. Après un échec scolaire, ou parce qu'à cet âge on préfère être insouciant, ces jeunes n'ont pas toujours envie d'être en formation. Mais avec un regard du groupe bienveillant, une ambiance dynamique, ils sortent de leurs blocages. » Le regard du formateur doit en effet être empathique, selon Laurent Colomb, « pour repérer les nœuds psychologiques de communication et intervenir avec tendresse et une certaine forme de tonicité pour les dénouer ».



Page de gauche et ci-contre Avec l'atelier multimédia comme avec l'atelier théâtre, les salariés de la Régie se mettent en scène et travaillent leur expression.

Les cours durent trois heures, et chaque groupe, de 12 personnes maximum, suit deux à cinq séances. Les participants ont de 18 à 65 ans. « Nous avons, nous, les Régies, un gros travail à faire pour impliquer les jeunes, souligne Bruno Martin. En les intégrant dans des groupes multi-âges, nous facilitons la formation avec une forme de tutorat des aînés. » Ils leur demandent pourquoi ils ne sont pas venus la dernière fois, leur disent d'arrêter de bavarder, etc.

Sarah, 21 ans, est opératrice de quartier au sein de la Régie, elle s'occupe de points école et de médiation

sociale. « Pendant les mises en situation, explique-t-elle, on écoutait les autres membres du groupe qui s'exprimaient en langage pas très soutenu. Quand on est spectateur, on voit beaucoup mieux... » Sarah a suivi l'atelier théâtre, mais aussi l'atelier multimédia qu'anime pour la Régie Mourad Benyahia. « Faire des spectacles devant les gens, avec eux, ça m'a ouverte, ça m'a rendue plus à l'aise dans ma vie quotidienne, ou pour les formations. » L'atelier multimédia est ouvert aux habitants du quartier, mais Mourad Benyahia propose aussi des projets aux salariés, pendant leurs vacances. Trois films ont été écrits et tournés par l'équipe : un premier avec des habitants des Courtilles, « 15 ans, ça se fête ! », qui retrace les activités de la Régie, puis « Régie Mag », un remake de « Télématin », et dernièrement un jeu télévisé. « Quand je travaille avec les jeunes en création vidéo, explique l'animateur, il s'agit de les sortir de leur quotidien et de leur faire exprimer leur potentiel créatif devant et derrière la caméra. Ils se mettent autour d'une table, ils écrivent le scénario avec Marie-Sylvie, qui est chargée d'insertion, et prennent plaisir ensuite à jouer. » Au début, les jeunes étaient réticents, mais après avoir vu les films ils veulent tous participer au prochain tournage. « Cette envie est due à ces formations sur l'expression, conclut Bruno Martin. Nous, on travaille sur la valorisation de la personne : on n'est pas là pour qu'ils sortent avec un CAP, on est là pour qu'ils se disent "Je peux faire". » ■

Un partenariat étroit avec la mairie

Fatima Selam, directrice de la Régie Agora, à Graulhet, et Danielle Désert, adjointe au maire chargée de la Politique de la Ville.



Graulhet, autrefois baptisée « la capitale mondiale du cuir », est dans le Tarn une ville à la campagne qui est passée de 14 500 à 12 000 habitants lors de la crise des années 1980. Une nouvelle équipe municipale, arrivée en 2008, a décidé dans le cadre de sa politique de la Ville de créer une Régie de Quartier, baptisée Agora. Cette Association graulhetoise pour l'organisation d'un réseau actif est aux confluent d'une politique mêlant réhabilitation de l'habitat, réussite éducative, santé, prévention de la délinquance, emploi et insertion. Les jeunes sont un public prioritaire à Graulhet. 46 enfants de 15/16 ans sont déscolarisés, et le taux de jeunes en difficultés est supérieur à la moyenne nationale. Comment les raccrocher ?

Fatima Selam, directrice de la Régie, est allée trouver Jean-Louis Cucala, ébéniste et menuisier qui avait créé une association pour les habitants de Graulhet, Stage Bois 81. Il a accepté d'encadrer un chantier que la Régie voulait mettre en œuvre pour construire 30 cabanons pour les

jardins partagés de la ville. Puis, il a peu à peu intégré la Régie, et son Atelier Bois est venu compléter les chantiers espaces verts et second œuvre-aménagements déjà en place. Ce lundi de décembre, après la pause-déjeuner, huit salariés de la Régie, principalement des jeunes, travaillent à différents postes de l'atelier qui se trouve dans un bâtiment de mégisserie en friche. Dans un poêle, les chutes de bois brûlent.

La Ville a commandé à l'Agora 75 barrières en bois, et Jean-Louis Cucala se penche avec trois jeunes sur un prototype de claustras. On fait les comptes : pour *suite page 6*



suite de la page 5 75 barrières, il va falloir faire 2 400 trous pour les mortaises. Ici, on travaille avec colle et cheville, à l'ancienne. Et on prévoit une pointe-de-diamant pour la finition. L'Atelier Bois a déjà réalisé une trentaine d'abris de jardins, des sapins de Noël en contreplaqué, des toilettes sèches, des collecteurs pour bio-déchets, des composteurs et un grand kiosque pour le quartier de Crins, posé en bas des barres. « Ce travail avec les jeunes est assez positif, estime Jean-Louis Cucala. Des gens qui étaient loin de penser à travailler, parce qu'il y a d'autres moyens de gagner sa vie, apprennent, et apprécient. Les jeunes ont même envie de peaufiner, et la difficulté est d'être seul, car ils sont demandeurs. Le bois c'est concret, on fait quelque chose. Après avoir fini le kiosque, ils étaient fiers du résultat, surtout que des habitants sont venus nous féliciter. Les jeunes apprennent aussi la solidarité d'atelier. »

Mohamed, 17 ans, qui a fait un an de CAP menuiserie aluminium avant d'intégrer la Régie, veut être conducteur routier, comme son frère. Il recherche avec la Régie et la Mission locale le patron qui le prendra en alternance pour s'inscrire au centre de formation qu'il a trouvé à Toulouse. La Régie l'aide à préparer le concours d'entrée, qu'il a déjà réussi l'an dernier, mais seul, il n'a pas trouvé de patron pour l'alternance. En attendant, il vient à l'Atelier Bois depuis trois semaines. « J'aime bien ce travail parce que je suis le projet depuis le début, explique-t-il : on a dessiné les barrières, fait les plans, l'épure, les bons de commande sur ordinateur pour le bois, on fait maintenant le prototype et après on fera les fiches de débit pour couper les barres de quatre mètres avec le moins de chutes possibles. Et puis j'ai plaisir à venir le matin, il y a une bonne ambiance. »

En termes de débouchés, les salariés qui le souhaitent pourront entreprendre une formation de charpentier, de plaquiste, etc., car ils auront appris à mesurer, à être précis, soigneux, à gérer les matériaux, à utiliser des machines. L'important étant qu'ils développent leur propre projet. « J'ai entamé deux fois un CAP de tapissier-décorateur, que je complète ici, indique Tristan, 31 ans. J'apprends

L'Atelier Bois, avec l'équipe devant une table de pique-nique fabriquée par les salariés de la Régie.

Le kiosque fabriqué par l'équipe, dans le quartier de Crins.



à faire des structures bois pour faire des fauteuils, avec garniture traditionnelle. Je vais utiliser le métier que j'ai appris il y a douze ans. » Les salariés restent six mois à l'Atelier Bois, et le plus souvent ils enchaînent sur des formations.

La préparation aux concours administratifs est une autre des passerelles vers l'emploi proposées par la Régie : « Beaucoup de jeunes femmes veulent travailler sur la petite enfance, explique Danielle Désert, adjointe au maire en charge de la Politique de la Ville, qui a porté le projet de Régie avec Fatima Selam. On leur donnait des remplacements, et elles attendaient qu'un poste se libère, sans se former. Et elles finissaient par s'agrir. Nous avons donc créé un dispositif avec le Pôle emploi et la Régie pour leur proposer une expérience professionnelle de deux fois six mois, sur une année scolaire. » Par exemple, alors qu'il n'y a normalement qu'un Agent territorial spécialisé des écoles maternelles (Atsem) par école maternelle, la mairie en finance un par classe, à qui il est demandé de prendre en charge une stagiaire salariée de la Régie. De son côté, la maison de retraite de la ville joue aussi le jeu en prenant des jeunes en immersion pendant trois semaines. Il s'agit de préparer les salariés à des formations aux métiers d'éducatrice jeunes enfants, d'assistante maternelle, d'Atsem, d'Aide médico-psychologique (AMP), etc. « Les filles travaillent ainsi leur réseau et leur mobilité, ce qui est très important ensuite pour s'orienter vers une formation et un emploi », explique Fatima Selam. « Il s'agit de leur ouvrir le champ des possibles, poursuit Danielle Désert. Et si l'on détecte en elles d'autres compétences, on les oriente vers d'autres formations. » Un accompagnement individualisé de deux heures par semaine est assuré par la chargée d'insertion de la Régie.

Trois femmes sont déjà parties en formation d'AMP, sur trois ans, et deux autres en formation d'éducatrices jeunes enfants. Ces formations sont sur Toulouse, mais toutes restent vivre à Graulhet. Certaines n'avaient jamais quitté la ville, et il a fallu les aider à surmonter des peurs, leur enseigner le covoiturage, le bus jusqu'à la gare de Gaillac, le train ne passant pas par Graulhet. La Régie propose aussi, si nécessaire, la location de voitures. En 18 mois d'activité, sur les 93 contrats d'insertion qu'elle a créés, dont plus de la moitié pour des moins de 26 ans, plus de 70 % se sont conclus par des sorties positives. ■

Jeune et emploi, comment les Régies innovent-elles ?



Alain Sève est ancien directeur de la Régie Inter-Quartiers de Mâcon (71) et Délégué en région pour la Bourgogne. Pour lui, les Régies innovent par nature, et c'est ainsi qu'elles peuvent favoriser l'emploi des jeunes.

Pourquoi faut-il innover quand on cherche à amener les jeunes vers l'emploi ?

À chaque génération, les jeunes doivent trouver leur place dans la société, et il s'agit d'élaborer des stratégies nouvelles pour les y aider. Les jeunes évoluent, le monde du travail aussi, et les Régies sont des lieux d'innovation pour répondre à ce double besoin d'adaptation. Nous pouvons inventer des métiers nouveaux : éco-médiation, correspondants de nuit, médiation sortante, médiation sorties d'école... Ces filières permettent aux jeunes de se construire des parcours professionnels, car elles correspondent à des problématiques de société et à de vrais besoins sur les territoires d'habitat social. Elles sont en outre plus valorisantes pour certains que le ménage ou l'entretien d'espaces verts.

Les Régies innovent aussi en matière d'insertion en développant des pratiques d'économie solidaire. Cette économie permet par les salaires versés de redéployer une économie sur un territoire à travers des circuits courts (commerces de quartier, entre autres), et met la notion de rentabilité à la marge par rapport à l'intérêt de la personne et à l'intérêt général. Les jeunes peuvent ainsi prendre conscience d'autres valeurs dans l'économie et dans le travail, ce qui a un intérêt pédagogique.

Quels sont les savoir-faire et les partenariats particulièrement fructueux pour les Régies ?

L'originalité des Régies permet l'innovation ; elles mettent

en synergie leurs partenaires fondateurs que sont les habitants, les bailleurs, les élus et les partenaires sociaux, qui co-construisent des actions nouvelles. Notre valeur ajoutée sur un territoire, c'est que nous mettons l'habitant, qu'il soit jeune ou moins jeune, au cœur de nos préoccupations.

Quant à nos partenaires privilégiés, ce sont les Missions locales, qui sont en lien direct avec les jeunes, et les Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (Cllaj), pour la dimension travail, formation et logement.

Parce que le logement est fondamental en matière d'accès à l'emploi ?

Bien sûr, en particulier pour les jeunes, tout comme l'accès aux transports. Le logement et la mobilité sont des problématiques connexes et indispensables à l'accès à un emploi durable et à l'autonomie. Les Régies, là encore, innovent en les prenant en compte de la manière la plus pragmatique possible. Pas de logement, pas d'adresse, pas de travail. Autre exemple, à Mâcon, nous n'avons plus de foyer de jeunes travailleurs. Or, le fait d'être logé chez ses parents peut être un frein à l'accession à l'autonomie, car le cocon familial est aussi un repli, une sécurité dans une société qui n'est pas toujours accueillante.

Nous travaillons avec le Cllaj sur un projet de création d'un « appartement chantier » en partenariat avec le bailleur social. Ce sera un lieu support à l'apprentissage de la gestion de son lieu de vie : comment le réparer, l'entretenir, le gérer, économiser, mais aussi comment vivre en collectivité. Ce projet innovant fait l'objet d'une demande de financement dans le cadre du Contrat urbain de cohésion sociale. Reste à savoir si les financeurs nous suivront. ■



DÉVELOPPEMENT

PassagES, un nouvel outil pour les Régies!

Après plusieurs années de gestation, la structure dédiée s'apprête à sortir de terre. Le dernier Conseil d'administration, à Strasbourg, a validé les statuts de l'EURL, nommé le gérant et choisi un nom : « PassagES, Formation pour une Cité Solidaire. » Début mars, les démarches officielles de création seront lancées et donneront vie à ce nouvel organisme de formation dédié aux Régies et plus largement aux acteurs du développement local.

♦ **PassagES, un nouvel interlocuteur privilégié pour les Régies.** Les organismes de formation ne manquent pas sur le marché. L'offre est même plutôt pléthorique, mais elle est éclatée, difficilement lisible, pas toujours adaptée en termes de contenus. Quant aux prix pratiqués, ils sont souvent très élevés.

COMMUNICATION

Inscription gratuite pour téléchargement de documents sur le nouveau site du CNLRQ

Le nouveau site public du Comité National de Liaison des Régies de Quartier est en ligne. Le site fonctionne sur des boutons-icônes, qui changent selon les menus, rendant le site plus vivant, avec moins de textes et plus de téléchargements possibles. Il s'attache à présenter le CNLRQ, les Régies de Quartier et de Territoire, la Charte, le Manifeste et le

C'est pourquoi le Réseau a jugé opportun de créer une nouvelle structure capable d'offrir une réponse plus adaptée aux besoins exprimés par les Régies en matière de formation et de professionnalisation.

♦ **Une offre de qualité.** S'adressant à tous les acteurs du développement local, aux salariés comme aux bénévoles, aux permanents comme aux opérateurs en insertion, favorisant la diversité et l'enrichissement mutuel des participants, les modules de formation sont construits au plus près des besoins des Régies. Les formateurs sont choisis pour leur expertise et leur connaissance approfondie du terrain.

♦ **Une offre souple et adaptable.** Au-delà de l'offre catalogue, les structures peuvent solliciter PassagES pour des modules sur mesure en inter comme en intra. Les sessions peuvent également être décentralisées en régions, si le volume de participants le permet.

Label des Régies d'une façon aussi conviviale que possible.

♦ Le téléchargement de certains documents se fait par identification gratuite, selon des mots de passe générés automatiquement qui sont envoyés à l'adresse de votre messagerie. Ces codes d'accès permettent également de visionner les vidéos et de vous abonner à la Lettre d'information. Votre compte est modifiable à tout moment, et vous pouvez vous désinscrire aussi aisément.

♦ La rubrique **Contact** permet de couvrir l'ensemble du Réseau, tant au niveau de l'équipe du CNLRQ que des Régies ou des Délégués en régions, de s'inscrire ou de deman-



♦ **Une offre concurrentielle.** Les modules de formation sont proposés à des prix intéressants par rapport à ceux de la concurrence grâce à une logique de mutualisation des coûts et à un « encadrement » des marges réalisées. PassagES n'a en effet pas vocation à dégager des excédents, si ce n'est pour assurer son fonctionnement et son développement.

Le premier catalogue de formations sera prêt pour le printemps, les premiers modules seront programmés en septembre.

→ Pour toute information, Corinne Redersdorff, credersdorff@cnlrq.org

der *Info-Réseau* version papier.

♦ **Les Propositions politiques des Régies** ont intégré le site public, on peut toujours **Lire et approuver les Propositions**. Elles sont consultables et imprimables directement.

♦ **Les Actus** sont les textes publiés par d'autres, que le CNLRQ souhaite faire partager. Et pour **Rester informé**, l'internaute s'inscrit à la Lettre d'information bimensuelle.

♦ La **Recherche** fait partie des classiques et permet de situer et de trouver les éléments sur le site.

♦ **À nos côtés** conduit vers ceux qui, de près ou de loin, sont en lien avec le CNLRQ. Bonne navigation!

→ Pour toute information, Sandrine Cardon, scardon@cnlrq.org

SANTÉ

Le dépistage organisé du cancer du sein prend corps

Le 16 septembre 2011 a eu lieu une réunion d'information nationale organisée à la Fondation MACIF pour le lancement de la convention de partenariat entre la Ligue nationale contre le cancer et le CNLRQ. Cette réunion a permis la rencontre entre les deux réseaux partenaires, et la présentation de cette action par des Régies l'ayant expérimentée, témoignages à l'appui. La finalité de cette opération réside essentiellement dans la réduction des inégalités sociales au niveau de la santé, dans les quartiers.

Les formations des « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » ont commencé à Vierzon, Autun, Mâcon et Paris. D'autres régions se sont positionnées et des sessions sont envisagées à Bron, Cenon, Avignon, Belfort, Trélazé et dans le nord de la France.

→ Pour toute information, Sandrine Cardon, scardon@cnlrq.org

ÉCONOMIE

SOLIDAIRE

Lancement du RIPESS europe

En décembre dernier, le RIPESS Europe – Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire en Europe – a officiellement été créé après avoir organisé son congrès de fondation en 2011. La création de ce réseau européen est la continuité des rencontres internationales « Globalisation de la solidarité », auxquelles le CNLRQ participe depuis leur origine (1997). Son congrès a réuni plus de 100 personnes représentant une quarantaine de réseaux nationaux et régionaux venus de différents endroits du continent (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Hongrie, Luxembourg, Roumanie), mais également de pays voisins : Maroc, Tunisie et Égypte. Le CNLRQ s'est porté membre fondateur. Le RIPESS Europe juste naissant aura pour objectifs de donner une visibilité à l'économie solidaire à l'échelle européenne, de faire entendre ses propositions auprès des institutions, de favoriser les échanges et coopérations entre ses acteurs et d'autres rapprochements (mouvements sociaux). Une feuille de route conséquente donc, mais sur des enjeux essentiels, notamment dans le contexte actuel, et partagés par d'autres organisations : défense des services sociaux contre des logiques de marchandisation liées aux directives européennes, promotion des formes de partenariat avec les pouvoirs publics, reconnaissance et soutien aux initiatives pour une économie plus solidaire dans différents domaines (développement local, finances solidaires...).

DÉVELOPPEMENT

Bilan de la convention avec le Département de Paris

Dans le cadre de ses compétences en matière d'insertion, reconnues par la loi de 1988, le Département de Paris a fait du développement de l'économie sociale et solidaire une de ses priorités. En 2002 puis en 2005, une convention a été signée entre le CNLRQ et le Département de Paris, dans le but de favoriser le développement des Régies de Quartier.

En 2008, les partenaires de la convention ont souhaité s'engager pour trois années dans une action visant à continuer le développement de nouvelles Régies et à soutenir les Régies de Quartier existantes dans leur phase de développement/consolidation. En Novembre 2011, un bilan de la convention a été présenté à la Mairie de Paris.

Les points marquants de la convention ont été un développement toujours soutenu des Régies de Quartier (cinq des dix Régies labellisées sur Paris l'ont été entre 2008 et 2011) et un soutien important aux Régies dans leur consolidation, pour laquelle les compéten-

ces du CNLRQ ont été mobilisées : gestion/finances, marchés publics, formation, comptabilité, stratégie de développement... La proximité des Régies de Quartier parisiennes entre elles et le partage de partenaires communs ont également été source d'échanges féconds sur les pratiques et sur la mutualisation.

Pour la suite, le CNLRQ fera prochainement une proposition d'accompagnement des Régies qui le souhaitent sur l'axe développement durable (précarité énergétique et jardins pédagogiques, notamment) et sur l'axe lien social de proximité.

→ Pour toute information, Didier Testelin, dtestelin@cnlrq.org





DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Si T'es Jardin » : un projet aux multiples facettes



Depuis quelques années, des projets de jardins solidaires sont impulsés par des Régies de Quartier. On compte aujourd'hui une quinzaine de jardins et plusieurs Régies envisagent d'en créer un. Le CNLRQ, en s'appuyant sur ces initiatives locales fructueuses, développe un projet national intitulé « Si T'es Jardin », et entend promouvoir un type spécifique de jardin, dont les caractéristiques principales sont :

- l'autoproduction alimentaire,
- la dimension non marchande,
- l'urbanité,
- l'utilisation de techniques agrobiologiques,
- et l'inscription dans le projet politique des Régies.

Un groupe de travail constitué de Régies ayant un jardin ou souhaitant participer à la réflexion se réunit trimestriellement pour définir les contours du projet national.

Ce projet fédérateur se situe au carrefour de plusieurs thématiques (sensibilisation à l'environnement, santé publique, inclusion sociale, aménagement du territoire...) et permet de répondre à des enjeux d'actualité (crise alimentaire notamment) que l'on retrouve dans les différentes villes de France et d'Europe. Ainsi, le CNLRQ a souhaité s'appuyer sur ce projet pour réactiver ses échanges avec les Régies wallonnes et néerlandaises, et des rencontres ont été organisées en 2011 à Charleroi et Amsterdam. L'objectif pour 2012 est de développer les relations internationales autour du projet « Si T'es Jardin », par le biais de visites d'études et par la définition d'un projet transnational autour de la biodiversité urbaine.

→ Pour toute information, Jade Grélaud, jgrelaud@cnlrq.org

PROJETS EN COURS DE MONTAGE :

♦ Laval (53) ♦ Saintes (17)

SITES EN EXPERTISE EN VUE DE L'OBTENTION DU LABEL RÉGIE DE QUARTIER OU RÉGIE DE TERRITOIRE :

♦ Nanterre (92) ♦ Orléans Insertion Emploi (45)



Les rendez-vous du CNLRQ

JANVIER

Judi 26 et vendredi 27

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Paris (75)

FÉVRIER

Mercredi 8

COPIL Formation au CNLRQ – Paris (75)

Judi 9, vendredi 10 et samedi 11

Rencontres Acteurs I, 1^{er} module à Rochefort (17)

Vendredi 17 et samedi 18

Conseil d'administration à Strasbourg (67)

MARS

Judi 8 et vendredi 9

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Cenon (33)

Mercredi 14

CPNEF au CNLRQ – Paris (75)

Judi 15, vendredi 16 et samedi 17

Rencontres Acteurs II, 1^{er} module à Libourne (33)

Judi 22 et vendredi 23

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Avignon (84)

Judi 22, vendredi 23 et samedi 24

Rencontres Acteurs I, 2^e module à Bourges (18)

AVRIL

Judi 12 et vendredi 13

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Belfort (90)

Judi 19, vendredi 20 et samedi 21

Rencontres Acteurs II, 2^e module à Grande-Synthe (59)

Judi 26 et vendredi 27

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Bron (69)

MAI

Judi 10 et vendredi 11

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Trélazé (49)

Judi 24, vendredi 25 et samedi 26

Rencontres Acteurs III, 1^{er} module à Mantes-la-Jolie (78)

JUIN

Judi 14 et vendredi 15

Formation « Ambassadrices pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du sein » à Paris (75)

Judi 21, vendredi 22 et samedi 23

Rencontres Acteurs III, 2^e module à Trélazé (49)

Lire **Écouter**
VOIR



Pierre Joxe
**Pas de quartier?
Délinquance juvénile
et justice des mineurs**

« Il est peu de problèmes aussi graves que ceux qui concernent la protection de l'enfance, et parmi eux, ceux qui ont trait au sort de l'enfance traduite en justice. La France n'est pas assez riche d'enfants pour qu'elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains. » Charles de Gaulle.

Le 2 février 1945, le chef du Gouvernement provisoire d'une France à peine libérée du nazisme motivait ainsi une ordonnance historique sur la justice des mineurs, inspirée par le programme du Conseil national de la Résistance. Depuis 2002, un demi-siècle plus tard, une majorité parlementaire et des gouvernements prétendant se réclamer pourtant du gaullisme démantèlent méthodiquement par des lois successives la célèbre ordonnance de 1945.

Au Conseil constitutionnel, entre 1992 et 2010, Pierre Joxe a tenté de s'opposer à cette entreprise de démolition. Il témoigne aujourd'hui et prend position contre la destruction programmée d'une de nos plus belles

institutions sociales. D'abord ministre de l'Industrie, ministre de l'Intérieur et ministre de la Défense au cours des deux septennats de François Mitterrand, il devient avocat des enfants en 2010, pour pouvoir observer cette justice des mineurs de l'intérieur.

Fayard, 2012, 300 pages, 19,00 euros

**Les 8^e Rencontres
Internationales de
mosaïque à Chartres**



Le catalogue de cette 8^e édition *Mosaïque Chemins de Pierre*, 136 pages, 29 euros, est à commander à l'Association des 3 R, 5, rue des Hauts-de-Chartres, 28000 Chartres.

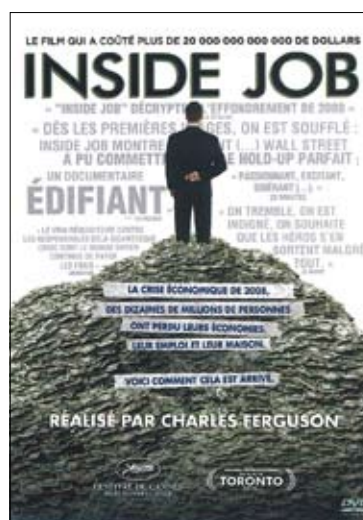
Email : chartresles3R@wanadoo.fr
Site : www.chartres-mosaïque-les3r.com

INFO-RÉSEAU

Directrice de la publication
Clotilde Bréaud
Comité de rédaction et rédaction
Zinn-Din Boukhenaiissi,
Marie-France Chamekh,
Guy Dumontier, Dominique Goby, Céline Goyet, Azouz Gharbi, Salima Hamou, Bruno Martin, Anne Mistral, Nicole Picquart, Corinne Redersdorff, Vincent Ricolleau, Didier Testelin
Journaliste
Dante Sanjurjo

Secrétariat de rédaction
Sandrine Cardon
Illustrations Albert
Maquette Patricia Chapuis
Imprimeur
LFT,
Montreuil
Numéro de dépôt légal 91/0322.
Abonnement
3 numéros par an
Comité National de Liaison des Régies de Quartier
54, av. Philippe Auguste – 75011 Paris.
E-mail : accueil@cnlrq.org
Site : www.regiedequartier.org

Cette publication a bénéficié du soutien
– de la DGEFP Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle,
– de la DGCS Direction Générale de la Cohésion Sociale,
– du SGCIV Secrétariat général au Comité Interministériel des Villes,
– du FSE Fonds Social Européen.



Inside Job

DVD du film produit par Audrey Marrs, réalisé par Charles Ferguson

Inside job est le premier film à révéler la vérité derrière la crise économique de 2008. La dépression mondiale, dont le coût s'élève à plus de 20 000 milliards de dollars, a engendré pour des millions de personnes la perte de leur emploi et de leur maison. Au travers d'enquêtes approfondies et d'entretiens avec des acteurs majeurs de la finance, des hommes politiques et des journalistes, le film retrace l'émergence d'une industrie scélérate et dévoile les relations nocives qui ont corrompu la politique, les autorités de régulation et le monde universitaire.

Inside Job, DVD du film produit par Audrey Marrs, réalisé par Charles Ferguson (nominé aux « Oscars » en 2007 pour *No End in Sight*).



avec
Jean-Patrick Gille,

Président
de l'Union
nationale
des missions
locales (UNML).

« Nos actions pour les jeunes sont complémentaires »

Quels besoins constatez-vous chez les jeunes les plus éloignés de l'emploi ?

Si les jeunes accompagnés par les Missions locales sont en effet confrontés à des difficultés, plus ou moins compliquées à surmonter et souvent combinées, je ne suis pas sûr que l'on puisse a priori les considérer comme éloignés de l'emploi. C'est davantage le marché du travail que la situation du jeune qui est déterminant. Un jeune « près » de l'emploi en 2007 aurait peut-être été « loin » de l'emploi en 2010.

Ceci étant dit, les jeunes ont besoin à la fois qu'on leur fasse confiance et de prendre confiance en eux. Être au chômage à 18 ans, par exemple, peut être vécu comme stigmatisant. À un âge où les jeunes « se construisent », les besoins plus ou moins exprimés sont de trouver des projets/solutions concrets, pour qu'ils aient le sentiment d'avancer, mais aussi d'être accompagnés selon une approche globale ne les enfermant pas dans leur recherche de formation ou d'emploi. Cette approche doit être individualisée sans laisser de côté l'importance des projets collectifs et des expériences professionnelles ou extraprofessionnelles.

Il ne faut pas non plus oublier des besoins matériels : la plupart sont sans ressources et bénéficient, au mieux, des solidarités familiales. Il faut à certains un soutien financier pour subvenir soit à des situations d'urgence, soit à leurs besoins quotidiens quand ils prennent leur autonomie.

Pour leur apporter des solutions, quelles complémentarités voyez-vous entre les Missions locales et les Régies de Quartier ?

Les Missions locales sont des structures intégratrices des politiques publiques sur un territoire, un acteur au cœur

des politiques de jeunesse. La pertinence de leur action dépend du maillage territorial et des partenariats économiques et sociaux qu'elles créent.

Elles jouent le rôle de fil conducteur dans le parcours, ont vocation à faciliter la mise en lien entre le jeune et les partenaires spécialisés, sans se substituer à eux.

Les actions des Missions et des Régies sont complémentaires, tant sur le maillage des quartiers que sur les modes d'intervention. Les Régies sont de plus des partenaires installés dans les quartiers sensibles où le chômage des jeunes est deux fois plus important, et elles peuvent offrir une première expérience professionnelle valorisante.

Quelles sont les conditions pour que ces jeunes aient accès à des emplois de qualité, stables et qualifiés ?

D'abord que ces emplois existent ! Et que les jeunes ne soient pas considérés comme la variable d'ajustement du marché du travail !

L'UNML a participé à l'élaboration du manifeste « Un big bang pour les politiques jeunesse », qui pose justement ces questions et ouvre des pistes de réponses au travers d'un droit à l'éducation-formation tout au long de la vie¹.

L'enjeu pour les Missions locales est d'accompagner les jeunes vers et dans l'emploi en construisant un parcours traitant autant la qualification que l'accès à l'autonomie par l'accès aux soins, aux transports et au logement. Ceci afin de faire en sorte qu'ils s'inscrivent le plus durablement possible dans l'emploi, en limitant la précarité et en donnant sens et consistance à leurs parcours professionnels. En ce sens, le passage par la Régie ou un chantier d'insertion peut être une étape déterminante ! ■

¹ Voir www.bigbangjeunesse.net